

Le Memorial

LE NUMERO 10 CENTIMES

LE NUMERO 10 CENTIMES

DES PYRENEES

ORGANE DE DEFENSE SOCIALE ET RELIGIEUSE

REDICTION-ADMINISTRATION

PAU, 2, PLACE DU PALAIS-DE-JUSTICE, 2 PAU BORDEAUX, 43, RUE PORT-DREUX, 43, BORDEAUX

Abonnements: Pau et Basses-Pyrenees... 12 fr. 00

Publicite: Annonces hebdomadaires, 20 à la ligne... Téléphone 0-07

LES PRINCIPAUX FAITS DU 1192^e JOUR DE LA GUERRE

La prise de Passchendaele par les troupes britanniques est d'une grande importance.

Léon Daudet défile Malvy et Le ymarie de le poursuite devant les assises.

Le président Monier, l'ami de Bolo, a donné sa démission.

M. Hyiam, candidat démocrate, est élu maire de New-York.

Le général Verkhovski, ministre de la guerre russe, relève de ses fonctions, a été exilé.

Nouvelles Questions

Le Delfi de Léon Daudet à Messieurs Malvy et Leymarie

Paris, 7 novembre.

De M. Léon Daudet dans l'Action Française :

« Le jour où MM. Malvy et Leymarie se soulevèrent pour assigner en Cour d'assises — comme Charles Humbert vient de le faire pour Téry et Jacques Dhur — il me sera on ne peut plus facile de faire la lumière complète sur les agissements du ministre de l'Intérieur et de la sûreté générale, pendant les trois premiers mois de la guerre. Je défile MM. Malvy et Leymarie de supporter de pied ferme, l'audition de mes dix premiers témoins des deux sexes. C'est pour moi en dehors même de l'instruction si pathétique du capitaine Bouchardon, ce procès me semble indispensable à la manifestation totale de la vérité. »

« La position de MM. Malvy et Leymarie, par rapport à Vigo dit « Almeréya », je me charge de la définir devant le jury, de telle sorte qu'il n'y ait plus la moindre ambiguïté. La position de Vigo dit « Almeréya », lui-même, et de ses compères et complaisants Landau, Duval, Marlon et Goldsky, par rapport à la trahison, est bien simple : ces bandits manœuvrèrent par le chantage un certain nombre de policiers français, et ils étaient manœuvrés à leur tour par la police allemande. »

« D'une main ils touchaient la subvention de M. Malvy et de Leymarie; de l'autre, ils faisaient passer les renseignements plus considérables que les services officiels français. Ils travaillaient surtout pour le roi de Prusse, en utilisant contre la France en guerre, toutes les pièces confidentielles et tous les renseignements secrets qui leur tombaient entre les mains. »

Est-ce la guerre civile en Russie ?

UN GRAVE CONFLIT

Petrograd, 7 novembre.

En fin de journée, le conflit entre l'état-major et la Commission militaire de Petrograd et le Comité révolutionnaire militaire du Conseil des députés ouvriers et soldats s'est considérablement aggravé.

Les pourparlers entamés par les deux parties autour de la base du recrutement des éléments démocratiques dans l'état-major ont été rompus dans l'après-midi, le Comité ayant été informé que le gouverneur militaire de Petrograd avait demandé au cours de la nuit les troupes des environs de la capitale, notamment de Pétroché Pavlovski et Tsarokole Selo. En présence de ce fait, le Comité a lancé à ses troupes l'ordre de ne pas obéir au gouverneur.

La situation s'est compliquée également à la suite de la suspension par Kerensky de trois journaux maximalistes et de deux organes de la droite.

Vers cinq heures, les autorités ont donné l'ordre de barrer les entrées aux quartiers ouvriers au centre de la capitale, arrêtant ainsi la circulation des tramways dans toute la ville, qui est gardée militairement par les troupes fidèles au gouvernement.

Les Avances des Etats-Unis à la France

Paris, 6 novembre.

Le haut commissaire de la République française à Washington vient d'annoncer à trois cent dix millions de dollars des avances que le gouvernement américain consent au gouvernement français pour les mois de novembre et décembre 1917. C'est la première fois que des avances sont faites pour une aussi longue période.

Le conseil financier donné à la France par les Etats-Unis depuis le mois de mai dernier, à la suite des négociations menées par le haut commissaire, se monte ainsi à plus de six milliards.

M. André Tardieu a été chargé par M. Klox, ministre des finances, de transmettre à M. Mac Adoo ses plus chaleureuses félicitations pour la magnifique succès du deuxième Liberty Loan.

EN GRECE

LES TRAHISONS DE CONSTANTIN

Athènes, 6 novembre.

Deux divisions et demi, presque sans artillerie, peuvent être disposées afin d'aggraver la situation en Grèce occidentale. Le transport des deux divisions par l'Epire vers la Grèce orientale est très difficile. A cause de vivres, il n'existe qu'un très faible dépôt de vivres. On manque absolument d'essence, et on ne peut pas continuer à prendre en sérieuse considération que, vu la situation présente, il est probable que la déclaration de guerre devancera la mobilisation de la Grèce. Une tentative de l'Entente pour pousser la Grèce à l'occupation allemande pour briser avant que l'occupation allemande ne commence. Déjà la Grèce se trouve devant une nouvelle note de l'Entente exigeant son armement complet. Le transport de toute l'artillerie et du matériel dans la Péninsule est soutenu par la continuation du blocus. Le gouvernement et le peuple résistent avec fermeté, supportant toutes les privations. Il est urgent que nous soyons en état de faire une attaque allemande sur le front de Salonique et de nous défendre contre elle.

CONSTANTIN, roi.

Le 21 janvier 1916, M. Theotokis télégraphia au roi Constantin :

« J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Majesté que le général Falkenhayn m'a communiqué que l'Entente avait les troupes de l'Entente pour se faire aux conditions suivantes : Nos troupes grecques se retireraient sur toute la frontière de la Grèce orientale jusqu'à la frontière de l'artillerie et du matériel dans la Péninsule est soutenu par la continuation du blocus. Le gouvernement et le peuple résistent avec fermeté, supportant toutes les privations. Il est urgent que nous soyons en état de faire une attaque allemande sur le front de Salonique et de nous défendre contre elle. »

Un Appel de Kerensky à l'avant-Parlement

Petrograd, 7 novembre.

Au cours de la séance que le conseil de la République a tenue hier après-midi, M. Kerensky, parlant des tentatives des maximalistes pour s'emparer du pouvoir et provoquer la guerre civile, a déclaré au milieu des applaudissements de la droite, du centre et d'une partie de la gauche, que les partis qui ont levé en ce moment la main sur la volonté du peuple russe menacent au même degré d'ouvrir le front russe à l'Allemagne. Tous les actes de cette nature devront être réprimés aussitôt.

M. Kerensky a demandé à l'avant-Parlement de réprimer sur-le-champ si le gouvernement peut compter sur l'appui du conseil de la République pour remplir son devoir. L'avant-Parlement procède à la discussion de la question du président du conseil.

Le Voyage de M. Venizelos

Nice, 6 novembre.

L'arrivée de M. Venizelos à Paris n'aura probablement lieu qu'à la fin de la semaine. Il est possible que le chef du gouvernement hellénique qui a maintenant auprès de lui M. Romanos, ministre de Grèce, soit invité à s'entretenir avec M. Lloyd George, M. Painlevé et les membres du gouvernement italien qui se sont réunis hier près de Gênes.

Les Communiqués officiels

COMMUNIQUES FRANÇAIS.

6 NOVEMBRE, 23 HEURES.

LUTTE D'ARTILLERIE INTERMITTENTE DANS LA REGION DU NORD DU CHEMIN DES DAMES; TRES VIOLENTE AU COURS DE L'APRES-MIDI, SUR TOUT LE FRONT DU BOIS LE CHAUME. RIEN A SIGNALER SUR LE RESTE DU FRONT.

7 NOVEMBRE, 15 HEURES.

DES COUPS DE MAIN ENNEMIS SUR NOS TRANCHEES DE LA REGION DE SAINT-QUENTIN ET DU NORD-OUEST DE REIMS. SECTEURS DE SAPIGNEUIL ET DU CODAT, ONT VALU DES PERTES A L'ENNEMI SANS AUCUN RESULTAT.

SUR LA RIVE DROITE DE LA MEUSE, LE BOMBARDMENT VIOLENT DE LA REGION DU BOIS LE CHAUME A ETE SUIVI D'UNE ATTAQUE D'INFANTERIE ENNEMIE, NOS FEUX ONT REFOULE LES ASSAILLANTS, QUI N'ONT PU ABSORBER NOS LIGNES.

DANONNADE INTERMITTENTE SUR LE RESTE DU FRONT.

COMMUNIQUES ANGLAIS

L'irrésistible poussée britannique Malgré une résistance opiniâtre Passchendaele est enlevé d'assaut

6 NOVEMBRE, 22 H. 30.

LES TROUPES CANADIENNES ONT ENGAGE A MATIN AVEC PLEIN SUCCES DES OPERATIONS CONTRE LES DEFENSES ALLEMANDES DE PASSCHENDEALE ET CELLES QUI ENTOURENT CETTE LOCALITE, AINSI QUE CONTRE LES POSITIONS SITUÉES SUR L'EPERON AU NORD ET AU NORD-OUEST DU VILLAGE.

NOTRE CONCENTRATION EN VUE DE L'ATTAQUE S'EST EFFETUEE AVEC SUCCES ET, A SIX HEURES, L'ASSAUT A ETE DONNE DANS LES CONDITIONS PREVUES.

L'ENNEMI AVAIT RECU L'ORDRE DE CONSERVER A TOUT PRIX CETTE IMPORTANTE POSITION SUR LA CRETE PRINCIPALE. LA LUTTE A ETE VIOLENTE EN UN CERTAIN NOMBRE DE POINTS, NOTAMMENT SUR LES HAUTEURS AU NORD DU VILLAGE, AUTOUR D'UNE SERIE DE BATIMENTS FORTIFIES ET DE POINTS D'APPUI SUR L'EPERON DE GONDBERG.

LA PROGRESSION DE NOS TROUPES S'EST HEUREUSEMENT EFFECTUEE SANS INTERRUPTION, PASSCHENDEALE ET LES HAMEAUX DE MOSSELBARK ET DE GONDBERG SONT RAPIDEMENT TOMBES ENTRE NOS MAINS. AVANT MIDI, NOUS AVIONS ATTEINT TOUTS NOS OBJECTIFS ET FAIT UN CERTAIN NOMBRE DE PRISONNIERS.

LE TEMPS A ETE VARIABLE DANS LA JOURNEE ET IL A PLU PAR INTERVALLES. TOUTEFOIS, LA VISIBILITE DEVENUE MEILLEURE, A FAVORISE LES OPERATIONS DE NOTRE ARTILLERIE ET DE NOTRE AVIATION. LES RESULTATS AINSI OBTENUS, JOINTS AUX PRECIEUSES OBSERVATIONS DUES A NOTRE AVANCE, ONT PERMIS A NOTRE ARTILLERIE DE PRENDRE EFFICACEMENT SOUS SES FEUX LES BATTERIES ET LES CONCENTRATIONS D'INFANTERIE ALLEMANDES.

HIER, EN DEBIT D'UNE LEGERE AMELIORATION DES CONDITIONS ATMOSPHERIQUES, LA BRUME A CONTINUE A ARRETER LES OPERATIONS DE NOS APPAREILS D'ARTILLERIE ET DE PHOTOGRAPHIE.

AU COURS DES RARES COMBATS ARIENS DE LA JOURNEE, DEUX AEROS ALLEMANDS ONT ETE BATIS; UN AUTRE APPAREIL ENNEMI, VOLANT A FAIBLE HAUTEUR, A ETE ABATTU DANS NOS LIGNES PAR NOS FEUX D'INFANTERIE. UN DES NOTRES N'EST PAS RENTRE.

DES TROUPES DE LIVERPOOL ONT EXECUTE AVEC SUCCES, LA NUIT DERNIERE, UN COUP DE MAIN AU NORD-OUEST DE QUANT; ELLES ONT FAIT UN CERTAIN NOMBRE DE PRISONNIERS ET SIGNALER SUR LE FRONT DE BATAILLE EN DEHORS DE L'ACTIVITE INTERMITTENTE DE L'ARTILLERIE ALLEMANDE.

NOUS ORGANISONS LES POSITIONS CONQUISES AU COURS DE L'ATTAQUE D'HIER.

Sur le Front italien

SITUATION UN PEU MEILLEURE

New-York, 6 novembre.

Le correspondant de l'Associated Press a un grand quartier général italien (Italie du Nord).

« La situation s'éclaircit et le bon ordre dans lequel les troupes se retirent dans leurs nouvelles positions, fait bien augurer de l'avenir. »

« La situation générale reste néanmoins grave, bien qu'il y ait eu, pour la première fois, une lueur d'occurrence et de confiance dans le cours des événements. »

« La pression de l'ennemi s'est fait sentir aujourd'hui, au centre et sur la droite, aussi bien que sur l'aile gauche, mais les arrières-gardes ont renoncé ces dernières, permettant aux troupes italiennes d'effectuer une concentration systématique le long d'une aile. »

Dans l'Est africain

COMMUNIQUE DU MINISTRE BELGE DES COLONIES

Le Havre, 6 novembre.

Une colonne belge a atteint Liwale et même temps qu'une colonne britannique ont des éléments avancés occupé ce point de la route.

Liwale est un centre important et un nœud de communications sur la route de Senaga Kiwila, à peu près à égale distance de ces deux points.

Les colonnes belges du nord avançant en liaison avec les colonnes britanniques de l'est, ont permis de faire des progrès importants dans la région de Maseenge vers le sud-est. Elles ont progressé de 60 kilomètres au-delà de Maseenge et se trouvent éloignées de Liwale d'environ 100 kilomètres.

Au cours des engagements qui furent livrés par les troupes du sud-est belge, sur l'arrière-garde ennemie, plusieurs Européens et de nombreux soldats noirs allemands furent tués. Une centaine de prisonniers noirs blessés, furent capturés.

Un Accord entre les Etats-Unis et le Japon

Pékin, 6 novembre.

L'ambassadeur du Japon a informé le ministre des Affaires étrangères que le 2 novembre le Japon et les Etats-Unis ont signé un accord par lequel les Etats-Unis reconnaissent les intérêts japonais au Japon et au Chine, ainsi qu'un accord par lequel les Etats-Unis et le Japon affirment le principe de la porte ouverte en Chine.

Washington, 6 novembre.

En même temps qu'il concluait un accord avec le Japon, le président américain a déclaré que le Japon n'arrivera à une entente au sujet de la coopération militaire navale et économique, dans la guerre contre l'Allemagne.

Washington, 7 novembre.

Dans l'accord en question, le Japon et les Etats-Unis ont affirmé qu'ils respectent l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine et qu'ils ne cesseront pas d'appliquer le principe de la porte ouverte en Chine.

Accidents d'aviation

Pau, 7 novembre.

Deux nouveaux accidents ont été évités de se produire au camp d'aviation, au lieu dit de l'Estérol, par suite d'un décollage. Le pilote de l'un des avions, M. L. L., a été blessé par suite d'un décollage. Le pilote de l'autre avion, M. B., a été blessé par suite d'un décollage.

Le 21 janvier 1916, M. Theotokis télégraphia au roi Constantin :

« J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Majesté que le général Falkenhayn m'a communiqué que l'Entente avait les troupes de l'Entente pour se faire aux conditions suivantes : Nos troupes grecques se retireraient sur toute la frontière de la Grèce orientale jusqu'à la frontière de l'artillerie et du matériel dans la Péninsule est soutenu par la continuation du blocus. Le gouvernement et le peuple résistent avec fermeté, supportant toutes les privations. Il est urgent que nous soyons en état de faire une attaque allemande sur le front de Salonique et de nous défendre contre elle. »

LES SCANDALES

Le Fiasco du Complot

UNE NOTE ELOQUENTE

De la « Liberté » de Paris :

« Les citoyens français ne liront pas sans la méditer avec fruit le note officielle par où le gouvernement de leur pays fait connaître que le complot des députés est définitivement remis sans doute à ce magasin d'accessoirs qui pourrait s'appeler le musée Hennton, et dans la salle Lemire-Terrière. Remarquons tout d'abord que la seule phrase que nous puissions considérer comme portant la signature d'un magistrat est celle-ci : « Si importants qu'aient pu paraître... le reste c'est la sauce pour faire avaler le poisson : il a bien fallu qu'au moins une tentative de sauver la face fut esquissée, sous le couvert de la magistrature, qui, on le sait maintenant, avait fait toutes réserves avant la gaffe. Mais telle quelle, la note est assez éloquent et le « pu paraître » est un aveu d'erreur absolu. »

X = Caillaux

De l'Homme enchaîné :

La censure a empêché l'Action Française de nommer le personnage à qui le camelot casevère J... réfugié à Marseille, a adressé la dépêche : « Arrivé ici. Attends ordres. Respect. » Les journaux nomment aujourd'hui ce personnage, c'est M. Joseph Caillaux.

L'Arrestation de M. Porchère

Paris, 6 novembre.

Depuis trois semaines, M. Porchère était étroitement surveillé par la police et son domicile avait été l'objet de nombreuses perquisitions. Des papiers intéressants avaient été saisis, qui jetèrent un jour nouveau sur les tractations de M. Porchère avec le pachà. Il apparut ainsi que l'expert-comptable avait servi d'intermédiaire pour passer des ordres de Bolo à des complices de Suisse.

D'autre part, lors de la confrontation de M. Sottolana avec Porchère, ce dernier n'aurait pas affirmé un capitaliste rapporteur que M. Porchère était le personnage qui lui avait remis la dépêche que Bolo pacha voulait envoyer à l'intermédiaire suisse.

M. Porchère fut donc arrêté et M. Porchère dut reconnaître qu'il était le personnage recherché.

M. Porchère a chargé M. Guillaud de sa défense.

Un ami de M. Porchère a déclaré à un de nos confrères que depuis quelque temps l'expert-comptable était soucieux. « Nous sommes dans un état de tension, nous sommes inquiets, nous sommes inquiets, nous sommes inquiets. Toutes ces histoires me dégoûtent. »

Les instructions en cours

M. Caillaux à l'instruction

DANS LE CABINET DE M. BOUCHARDON

Paris, 7 novembre, matin.

Dans le cabinet de M. Bouchardon avait été installée une table recouverte de documents dont il entendait se servir à l'appui de ses déclarations.

Ce n'est qu'à six heures un quart que M. Caillaux quitta le palais de justice.

Toujours accompagné de M. Mouthon, l'ex-président du Conseil sortit précipitamment du parquet du Conseil de guerre et s'engagea dans le couloir de la bibliothèque des avocats, abouissant à l'escalier de la police judiciaire. Un instant après, il se trouvait dehors, sur le quai de l'Oratoire, où l'attendait une auto qui l'emmena rapidement.

On assure que l'interrogatoire a porté tant sur l'affaire du « Bonnet Rouge » que sur les mentions inscrites sur le chèque de Bolo pacha et qui possèdent le capitaine Bouchardon.

OH ! OUI ! ON LA CONNAIT !

Paris, 7 novembre.

En arrivant hier dans le vestibule de Harlay, M. Caillaux est à passer devant un groupe de journalistes et de photographes. Pour un éclair de mépris de la part de la droite (qui est pris), M. Caillaux ne parut pas gêner ce geste. En passant devant le groupe, il ne put se retenir de dire :

« On doit pourtant connaître déjà ma figure. »

« Oh ! oui ! dit un voix. »

Cette réflexion dut déplaire à M. Caillaux, car il devint subitement rouge et on put croire qu'il allait lancer un éclat de colère. Mais il se contenta de lever les épaules et de continuer à diriger vers le petit escalier qui donne accès aux témoins appelés à la cour d'assises.

UNE NOTE DE M. CAILLAUX

Paris, 7 novembre (matin).

On nous communique la note suivante :

« Depuis le début des hostilités, M. Caillaux, comme on le sait, n'a pas fourni de fonds au « Bonnet Rouge ». Il n'a pas davantage participé à sa direction. »

Bien que ce journal ait, d'après l'instruction, trouvé ailleurs des subsides et des directions, M. Caillaux a été appelé à fournir des renseignements sur quatre faits d'ordre tout à fait particuliers.

L'ancien président du conseil a saisi cette occasion pour demander de s'expliquer sur les insinuations dont il est l'objet de la part d'une certaine presse. Il a déjà commencé à le faire et a déclaré que ces insinuations revêtent la forme d'accusations précises, pour en débiter les auteurs à la justice.

L'Avis de Maurice Barrès

Paris, 7 novembre.

MM. Maurice Barrès écrit dans l'Echo de Paris :

« Contre les défections d'ores et déjà commises, pourquoi n'aurait-on pas sanctionné M. Leymarie à donner sa démission comme plus tard M. Malvy. C'est tout ce que nous pouvons faire de mieux sur eux et rien pour la présidence de police et le bureau de la guerre ? Mais le ministère de l'Intérieur, le ministre général, la présidence de police, le bureau de la guerre, c'est toute l'organisation de sûreté et de contre-espionnage ! Ce sont toutes nos places fortes, auxquelles il faut ajouter la Chambre des députés et le Sénat ou l'on voit Turmel, ses collègues de la droite, et ceux de la gauche, Doreux, gouvernement, et pourquoi ? »

M. CLEMENCEAU ET L'AFFAIRE PAIX-SEAILLES

Paris, 7 novembre.

M. Clemenceau dans l'Homme enchaîné :

« Comment M. Painlevé a-t-il pu croire qu'il ferait de la guerre une aussi grave maladie ? Que ferait-il de plus s'il voulait tout cachier au lieu de tout découvrir ? Qu'est-ce qu'il a fait en matière de guerre ? Que le document ou la situation de notre armée d'Orient était d'un point de vue plus sombre aspect. Il n'y a rien de plus sombre que les faits de la guerre. »

« Bonnet Rouge » n'avait pas encore été touché, dans l'intention de pousser le gouvernement, par une campagne de presse, à élever des remparts à l'égard de la justice, ce qui est un apologie qui parle. Et bien !

L'Affaire du "Journal"

Paris, 7 novembre, matin.

M. Henri Lefebvre, rédacteur principal du « Journal », a été longuement entendu hier après-midi, par M. Drioux, juge d'instruction, sur les conditions dans lesquelles il a vendu son Journal à M. Ch. Humbert.

M. Ignace Mouthon, rédacteur au « Journal », convoqué par M. Drioux, n'a point été interrogé. Il a seulement assisté à la lecture d'un dossier contenant des pièces saisies.

Dans la matinée, le juge avait entendu M. Rodolphe Darzens, rédacteur au « Journal ».

LA JOURNEE DE M. DRIOUX

Paris, 7 novembre (matin).

Le capitaine Bouchardon a reçu la visite du deuxième secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, M. Sottolana, qui est arrivé récemment d'Amérique et qui lui semblaient incomplètes.

L'Affaire Bolo pacha

Paris, 7 novembre (matin).

La Cour suprême a consacré uniquement sa séance d'hier, qui a pris fin à 5 h., à l'audition du rapport de M. le président Bard et à l'examen des pièces annexes.

Aujourd'hui, le premier président Sarrot procédera à l'interrogatoire de M. Monier et ce ne sera sans doute qu'au cours de la séance de la Cour de cassation pourra statuer.

DEMISSION DE M. MONIER

Paris, 7 novembre.

Hier, à l'issue de la séance du Conseil supérieur de la magistrature, vers sept heures du soir, M. Monier a adressé sa démission de président du Conseil supérieur de la magistrature, à M. Sottolana, garde des sceaux, ministre de la Justice.

Nous croyons savoir, dit l'agence Havas, que le garde des sceaux n'envisage pas la possibilité de faire droit au moment à la demande de M. Monier.

L'Affaire Turmel

Paris, 6 novembre.

L'attitude négative de Turmel, qui s'entend dans un cadre très étendu de l'Instruction. Nous croyons savoir cependant que la Justice actuellement, a réuni tout un faisceau de preuves contre le député de l'Ain, et celui-ci va peut-être se décider à parler, malgré les conseils de son avocat de rester silencieux.

A la Chambre des Mises en accusation

LES AFFAIRES LENOIR ET ALMERÉYDA

Paris, 7 novembre (matin).

La Chambre des mises en accusation s'est réunie hier après-midi, à l'audience de midi, pour entendre les conclusions de M. l'avocat général Robert Godéroy, sur l'opposition formée par le procureur général, M. Herbaux, relative à l'ordonnance de non-commission de M. Caillaux, juge d'instruction. Le procureur général, M. Herbaux, a déclaré que M. Caillaux n'avait pas été nommé comme partie civile, dans la plainte qu'il a déposée contre MM. Charles Humbert, sénateur, Leymarie et le capitaine Laroux.

M. Godéroy a conclu nettement à la cassation de l'ordonnance de non-commission. La Chambre des mises en accusation prendra son arrêt vendredi.

Les mêmes magistrats ont décidé dans l'affaire Almeréyda, touchant le non-lieu du parquet et contre lequel la partie civile, Mme Claire Almeréyda, a fait opposition, de soumettre également leur arrêt vendredi, dans cette affaire.

Le Défaite

M. Alfred Capus dans le Figaro :

« Dès le lendemain de notre offensive du 12 avril, l'atmosphère fut subitement empoisonnée. Des bruits de désastre, de pertes effroyables en hommes furent répandus en quelques heures. C'étaient les voix d'Almeréyda et de ses complices qui criaient la défaite, qui déterminaient une panique chez des gens sincères et loyaux qui sans avoir vu leur erreur, reconnaissaient la mystérieuse pression dont ils avaient été les victimes. On voit les incommensurables et subtiles déceptions, le pagane. Quelques agents importants sont déjà saisis. Quelques-uns de leurs complices sont encore en liberté. M. Painlevé nous doit, son retour d'Alsace, de dire à la tribune avec le plus d'éclat et de fermeté possible, les progrès de sa conviction ! »

UN COFFRE-FORT DE 908 KILOS

Paris, 6 novembre.

On a installé dans le cabinet de M. Bouchardon un coffre-fort pesant 908 kilos.

On laissait chaque soir dans une armoire les pièces concernant les affaires d'indivulgences avec l'ennemi et celles intéressant la défense nationale.

Une Protestation du Syndicat des Journalistes français

Paris, 7 novembre.

Le conseil du Syndicat des Journalistes français a voté l'ordre du jour suivant à l'unanimité :

« Le Syndicat des Journalistes français proteste énergiquement contre les mesures arbitraires prises à l'égard de l'Action Française, et, depuis le premier jour de la guerre, n'a cessé de donner à ses amis l'exemple de la discipline la plus loyale. »

« Le Syndicat des Journalistes français, renouvelant la protestation de son assemblée générale du 18 avril 1915, revendique pour la presse le droit d'exprimer l'opinion (ce n'est pas le droit de la presse) sur les faits de la guerre et de l'informer de tous les faits qui ne sont ni des secrets militaires ni des secrets diplomatiques, afin de lui inspirer confiance, et, par là, de maintenir son moral. »

Nouveaux amiraux anglais

Londres, 6 novembre.

L'amiral sir Sackville Carden, qui commandait l'escadre anglaise de la Méditerranée orientale depuis septembre 1914, est qui présida aux opérations dans les Dardanelles, est, en raison de son état de santé, quitter l'activité. Par suite, le vice-amiral sir Lewis Bayly, a été nommé vice-amiral, et le contre-amiral Tudor prouva vice-amiral.

La Fourragère

Paris, 7 novembre.

La fourragère est accordée aux 48 et 12 régiments d'infanterie.

